

Les négociations du Brexit entrent dans “la dernière ligne droite”

Union européenne Les Vingt-sept espèrent trouver un accord scellant leur divorce avec Londres en octobre.

Maria Udrescu
Envoyée spéciale à Salzbourg

So long, farewell” (Au revoir, adieu), chantait la famille von Trapp, dans la salle rembrandtesque du Felsenreitschule, creusée à même la montagne, à Salzbourg. Le lieu de tournage d’une des scènes mythiques de *La Mélodie du bonheur* a accueilli mercredi soir un dîner informel des Vingt-huit, où la Première ministre britannique Theresa May a expliqué comment elle entendait dire son *farewell* à l’UE. “C’était intéressant, c’était poli. Elle fait son travail”, a résumé jeudi matin le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avant que les vingt-sept chefs d’État et de gouvernement, discutent entre eux de l’évolution des négociations du Brexit.

À l’issue de leur réunion, les États membres étaient unanimes: la proposition britannique sur le cadre de la coopération économique entre l’UE et le Royaume-Uni après le Brexit “ne fonctionnera pas”, comme l’a indiqué le président du Conseil européen Donald Tusk.

Afin d’éviter une frontière dure entre l’Irlande du Nord et la République d’Irlande, M^{me} May souhaite mettre en place son plan dit “de Chequers”, soit une nouvelle “zone de libre-échange pour les biens”, destinée à maintenir un commerce “sans friction” entre le Royaume-Uni et l’Union, assorti d’un “arrangement douanier simplifié”. Bref, l’idée est de picorer uniquement la libre circulation des biens, dans les quatre libertés du marché unique européen, qui inclut aussi celle des services, des capitaux et des personnes. Cerise sur le gâteau: le Royaume-Uni ne serait plus soumis aux décisions de la Cour de justice de l’UE.

C’est à croire que Theresa May ignore (ou feint d’ignorer) complètement les lignes rouges européennes, que les Vingt-

sept répètent en boucle depuis le lendemain du référendum britannique. Le Premier ministre belge Charles Michel l’a donc encore rappelé ce jeudi: “Il n’est pas question que le marché unique soit dégradé par l’accord en lien avec le Brexit.” Et ce, ne serait-ce que pour des raisons pratiques. “Pour la plupart des biens, il y a une part de services au départ de la conception du produit. Il y a donc un risque de désavantages pour les entreprises européennes [dans la proposition britannique]”, a précisé M. Michel, soulignant que la Belgique, qui sera particulièrement impactée par le Brexit, était déjà consciente de ce risque.

“Défendre les intérêts de l’Union”

“Nous devons défendre les intérêts de l’Union”, a donc insisté le Français Emmanuel Macron, souvent présenté outre-Manche comme le *bad cop* européen. “Si on accepte la proposition de May, d’autres États membres vont demander le même accord. Ce serait du suicide”, a expliqué une source européenne. Cet enjeu, les Vingt-sept en semblent conscients,

raison pour laquelle ils ont “reconfirmé leur unité totale” face à Londres. “La presse britannique a laissé entendre que certains pays, dont la Belgique, étaient prêts à suivre une autre direction. C’est du bullshit total, des fake news”, a insisté M. Michel.

Ce sommet n’aura donc pas permis de faire bouger l’UE ou Londres, les deux se renvoyant la balle du blocage des négociations. “Theresa May était assez rigide. Elle semblait dire: ce sera mon plan ou rien”, observe un insider. Tandis que les Vingt-sept ont rejeté en bloc ce même plan, demandant à la Britannique

de revoir sa copie pour le sommet européen du mois d’octobre, dit crucial pour accoucher d’un accord de retrait et une déclaration politique sur la future relation entre l’UE et Londres. “Octobre va être un moment de vérité. Nous sommes dans la dernière ligne droite”, estime M. Michel.

Theresa May va donc présenter “sous peu” aux Européens une nouvelle proposition sur la frontière irlandaise. Un sommet extraordinaire pourrait ensuite être convoqué les 17 et 18 novembre pour travailler les derniers détails du divorce. En cas d’échec, M. Juncker a précisé que sa Commission s’est “préparée aux conséquences d’une sortie sans accord. Don’t worry, be happy”.

La proposition britannique sur la future coopération avec l’Union “ne fonctionnera pas”.

Migration de transit

Charles Michel cherche l’aide britannique

Mercredi soir, le Premier ministre belge Charles Michel a été le premier à s’entretenir avec son homologue britannique Theresa May, en marge du sommet informel qui se tenait à Salzbourg. Au menu de cette rencontre bilatérale: une coopération dans la gestion des migrants qui transitent par la Belgique pour atteindre le Royaume-

Uni. “On constate qu’il y a une nouvelle route. L’infrastructure de Zeebrugge est utilisée pour des passages irréguliers vers le Royaume-Uni. La volonté est donc d’avoir un accord en lien avec la migration comme il y a eu un accord avec la France”, a expliqué M. Michel. L’idée est de mieux coordonner les services de renseignement belges et britanniques, de collecter des renseignements pour mieux débusquer les trafiquants d’êtres humains. Mais aussi de développer

une campagne de communication pour faire connaître la volonté des deux pays de se montrer fermes “sur le respect de l’état de droit” et décourager ainsi les trans migrants de passer par la Belgique. Le tout, avec une aide financière britannique à la clé? “Tant qu’il n’y a pas d’accord global et validé, je n’ai pas l’intention de faire des commentaires sur la question du financement”, a déclaré le Premier ministre. Question qui est donc bel et bien présente. **M.U.**